



THINK • STIMULATE • BRIDGE

A background image showing silhouettes of five people holding hands in a circle, standing on a dark surface. The background is a city skyline at sunset, with buildings and a bright orange and yellow sky. The text is overlaid on the image in white, bold, sans-serif font, with each word on a separate line.

COHESION SOCIALE, INSTITUTIONS ET POLITIQUES PUBLIQUES

Sous la direction de :

Pr. Abdallah Saaf, Senior Fellow, OCP Policy Center

Edité par :

Ihssane Guennoun, Program Officer, OCP Policy Center



Cohésion Sociale, institutions et politiques publiques

Auteurs :

Hamid AIT LEMQEDDEM

Abdelkrim AZENFAR

Jean Michel CAUDRON

Hassan DANANE

Aicha EL AIDOUNI

Meryeme EL ANBAR

Mustapha EL MNASFI

Ouafae ESSALHI

Mohammed HADDY

Abdelmajid KADDOURI

Fatima Idrissi KHAOULANI

Christophe MESTRE

Abdallah SAAF

Bouchra SIDI HIDA

Sous la direction de :

Abdallah SAAF

Senior Fellow, OCP Policy Center

Cohésion Sociale, institutions et politiques publiques

Copyright © 2017 par OCP Policy Center. Tous droits réservés. Aucun élément de cet ouvrage ne peut être reproduit, sous quelque forme que ce soit, sans l'autorisation expresse des éditeurs et propriétaires.

Les vues exprimées ici sont celles des auteurs et ne doivent pas être attribuées à OCP Policy Center.

Edité par : Ihssane Guennoun, OCP Policy Center

Couverture image : stocklib.fr/sangoiri

Composition Graphique : Youssef Ait El Kadi, OCP Policy Center

Contact :

OCP Policy Center

Ryad Business Center – Aile Sud, 4ème étage

Mahaj Erryad - Rabat, Maroc

Tél : +212 537 27 08 08

Email : contact@ocppc.ma

Website : www.ocppc.ma

ISBN : 978-9954-9717-0-3

Dépôt Légal : 2017M02755

Sommaire

Liste des auteurs	7
Liste des abréviations	9
A propos d'OCP Policy Center	11
Avant-Propos.....	13

Partie I

Enjeux de la cohésion sociale sur les plans économique et social17

Chapitre 1 : Les fondements historiques de la cohésion sociale au Maroc	19
Chapitre 2 : Les politiques sociales au Maroc, reconnaissance inachevée de l'expertise citoyenne.....	27
Chapitre 3 : La cohésion sociale au Maroc et enjeux de la participation citoyenne	35
Chapitre 4 : L'Entrepreneuriat Social : un levier pour la cohésion sociale.....	55
Chapitre 5 : Pluralisme culturel et cohésion sociale au Maroc : L'autonomie individuelle comme base de l'émergence d'un nouveau type de lien social.....	73
Chapitre 6 : Une lecture de l'intégration du Maroc dans son contexte international et régional.....	91
Chapitre 7 : Quelle contribution du système coopératif à la cohésion sociale au Maroc ?	139

Partie II

Enjeux de la cohésion sociale sur le plan institutionnel159

Chapitre 1 : L'impact des institutions sur la cohésion sociale : représentation, participation et cohésion sociale au Maroc	161
Chapitre 2 : La promotion de la cohésion sociale au Maroc (2011-2016).....	181
Chapitre 3 : Ville et cohésion sociale, cas de Marrakech	209
Chapitre 4 : Les collectivités territoriales, acteurs de premier plan de la cohésion sociale. Quelques leçons du terrain.....	233
Chapitre 5 : La cohésion sociale et conflit de lois	243

Chapitre 6 : Le Maroc, une 3e voie entre la Famille providence et l'État-providence ?	261
Chapitre 7 : Appréciation « genrée » du processus de la planification stratégique Communale : Cas du Plan Communal de Développement de la commune rurale de Tamda Noumercete.	277

Liste des auteurs

- **Hamid AIT LEMQEDDEM**, Enseignant-chercheur, Ecole Nationale de Commerce et de Gestion, Maroc
- **Abdelkrim AZENFAR**, Directeur, Office de Développement de la Coopération (ODCO)
- **Jean Michel CAUDRON**, Consultant en ingénierie et gérontologie, France
- **Hassan DANANE**, Chercheur en sciences sociales, Maroc
- **Aicha EL AIDOUNI**, Trésorerie Générale du Royaume du Maroc, Maroc
- **Meryeme EL ANBAR**, Chercheuse, Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales Rabat - Agdal, Maroc
- **Mustapha EL MNASFI**, Enseignant-chercheur à l'Institut d'Etudes Politiques, Sociales et Juridiques de l'Université Mundiapolis à Casablanca et chercheur associé au Centre Jacques Berque, Maroc
- **Ouafae ESSALHI**, Docteur en droit international privé et droit de la famille de l'Université Mohamed V Rabat - Agdal, Maroc
- **Mohammed HADDY**, Politologue et professeur de l'enseignement supérieur, Institut National d'Aménagement et d'Urbanisme à Rabat, Maroc
- **Abdelmajid KADDOURI**, Historien et ancien Doyen de la Faculté des Lettres de Casablanca, Maroc
- **Fatima Idrissi KHAOULANI**, Chercheuse en sciences politiques - Faculté des Sciences Juridiques Economiques et Sociales Rabat-AGDAL
- **Christophe MESTRE**, Enseignant, Centre International d'Etudes pour le Développement Local de l'Université Catholique de Lyon, France
- **Abdallah SAAF**, Senior Fellow, OCP Policy Center, Maroc
- **Bouchra SIDI HIDA**, Chargée de recherche, Centre d'Etudes et de Recherche en Sciences Sociales, Maroc

Liste des abréviations

ACOTA	:	African Contingency Operations Training Assistance
ACRI	:	African Crisis Response Initiative
ADS	:	Agence de Développement Social
AGEBIEF	:	Agence Béninoise de Gestion Intégrée des Espaces Frontaliers
AIEA	:	Agence Internationale de l'Énergie Atomique
AMO	:	Assurance Maladie Obligatoire
ANAM	:	Agence Nationale de l'Assurance Maladie
ANOVA	:	Analysis of variance
AOC	:	Appellation d'Origine Contrôlée
BAJ1	:	Programme de Priorités Sociales
CERED	:	Centre d'études et de recherches démographiques
CERSS	:	Centre d'étude et de recherche en sciences sociales
CESE	:	Conseil Economique, Social et Environnemental
CESE	:	Conseil social économique et environnemental
CGEM	:	La Confédération Générale des Entreprises du Maroc
CMR	:	Caisse Marocaine de Retraite
CNOPS	:	Caisse Nationale des Organismes de Prévoyance Sociale
CNSS	:	Caisse Nationale de la Sécurité Sociale
CNUCED	:	Conférence des Nations unies pour le Commerce et le Développement
COSEF	:	Commission Spéciale Education -Formation
CPDH	:	Comité Préfectoral de Développement Humain
DAMP	:	Dépense annuelle des ménages par personne
EES	:	Economie Sociale et Solidaire
ENPA	:	Enquête nationale sur les personnes âgées
ERAC	:	Etablissement Régional D'aménagement et de Construction
FAO	:	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FAR	:	Forces Armées Royales
FCDM	:	Forum civil démocratique marocain
GSPC	:	Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat
HCP	:	Haut-Commissariat au Plan
HVC	:	Hybrid Value Chain ou Chaîne de Valeur Hybride
IDH	:	Indicateur de Développement Humain
INDH	:	Initiative Nationale de Développement Humain
IS	:	Impôt sur les Sociétés

MENA	:	Moyen-Orient et Afrique du Nord
MICA	:	Marrakech Investment Committee for Adaptation
MINUSTAH	:	Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti
MONUC	:	Mission des Nations Unies en République démocratique du Congo
MRE	:	Marocain Résident à l'Étranger
OFPPT	:	Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail
OMC	:	Organisation Mondiale du Commerce
OMD	:	Objectifs du Millénaire de Développement
OMS	:	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	:	Organisation Non Gouvernementale
ONU	:	Organisation des Nations Unies
ONUC	:	Opération des Nations Unies pour le Congo
OPEP	:	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
Otan	:	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PADL	:	Programme d'Appui au Développement Local
PAS	:	Programme d'Ajustement Structurel
PCD	:	Plans Communaux de Développement
PCD	:	Programme Communal de Développement
PIB	:	Produit Intérieur Brut
PMA	:	Pays les Moins Avancés
PNUD	:	Programme des Nations Unies pour le développement
RAMED	:	Régime d'assistance médicale
RATP	:	Régie Autonome de Transport Publique
SDAU	:	Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme
SIF	:	Social Innovation Fund
SMIG	:	Salaires Minimum Interprofessionnel Garanti
SNDD	:	Stratégie Nationale de Développement Durable
TIC	:	Technologies de l'Information et de la Communication
TVA	:	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UA	:	Union Africaine
UNESCO	:	Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture
VSB	:	Villes sans bidonvilles

A propos d'OCP Policy Center

OCP Policy Center est un think tank marocain « policy oriented », qui a pour mission de contribuer à approfondir les connaissances et à enrichir la réflexion autour de questions économiques et de relations internationales revêtant un enjeu majeur pour le développement économique et social du Maroc, et plus largement pour celui du continent africain. Porteur d'une « perspective du Sud », sur les grands débats internationaux ainsi que sur les défis stratégiques auxquels font face les pays émergents et en développement, OCP Policy Center apporte une contribution sur quatre champs thématiques majeurs : agriculture, environnement et sécurité alimentaire ; développement économique et social ; économie des matières premières ; et géopolitique et relations internationales. Sur cette base, OCP Policy Center est activement engagé dans l'analyse des politiques publiques et dans la promotion de la coopération internationale favorisant le développement des pays du Sud, via ses travaux de recherche, ses conférences et séminaires et son réseau de jeunes leaders. Conscient que la réalisation de ces objectifs passe essentiellement par le développement du Capital humain, le think tank a pour vocation de participer au renforcement des capacités nationales et continentales en matière d'analyse économique et de gestion à travers sa Policy School récemment créée.

www.ocppc.ma

Avant-Propos

Dans le tableau global de la région Maghreb Machrek, plusieurs catégories de situations se dégagent: des pays en situation de guerre interne (on ne sait parfois si l'on doit parler de « guerre civile » ou de « conflits intérieurs » en raison des acteurs transversaux impliqués), des pays en situation de transition avec d'importantes difficultés, une situation d'occupation (la Palestine), des situations de vulnérabilité, enfin la catégorie de ceux que l'on peut considérer comme des pays plus ou moins stables.

Par rapport à son environnement, le Maroc offre une stabilité marquée, mais on aurait tort de se centrer seulement sur la stabilité. Celle-ci est sous-tendue d'initiatives réformistes, de nature diverse, accentuées à des degrés variables, dans nombre de domaines. Ce réformisme a précédé le printemps arabe, mais celui-ci l'a redynamisé, et confronté à de nouveaux défis.

Au Maroc une liste des menaces pesant sur le pays a été dressée de manière quasi officielle : les tendances contrariant l'unité territoriale du pays, les dangers provenant du voisinage (la situation au Sahel, l'évolution politique des pays voisins : Algérie, Mauritanie, Mali...), le radicalisme religieux, le terrorisme, les diversités religieuses trop en rupture avec la doctrine religieuse dominante, des situations économiques et sociales d'exclusion. Il est certain que ces menaces influent fortement sur l'état de la cohésion sociale. Elle atteste des liens avec les facteurs historiques, démographiques, les lignes ethniques, les inégalités horizontales et verticales, l'existence et l'ouverture de médias...

Le pays semble jouir d'une stabilité réalisée notamment par l'initiation de réformes politiques, économiques et sociales qui ont contribué au renforcement de la cohésion sociale. L'ébullition de la région semble avoir renforcé la conviction des élites marocaines que le changement est mieux réalisé à travers une évolution relativement maîtrisée. Le système inclusif de participation politique au Maroc a constamment aidé à canaliser le débat dans le pays où l'institution monarchique joue le rôle de force unificatrice. Le réformisme en question porte aussi de manière déterminante sur les institutions, la configuration politique.

Le Maroc a connu un rythme de croissance relativement soutenu au cours des dernières décennies. Les fruits de cette croissance sont inégalement répartis entre le milieu urbain et le milieu rural, entre les régions et entre les différentes catégories de la population. Au cours des dernières années, les inégalités sont devenues préoccupantes sur le plan politique et posent la question de l'inclusion des franges sociales demeurées en marge du processus du développement au Maroc.

Elles renvoient en premier lieu à la dimension économique (revenus, richesses, dépenses) et peuvent se manifester à différents niveaux plus ou moins interdépendants : inégalités d'accès à l'éducation, à la santé, à l'emploi, aux infrastructures, aux moyens de production. Dans quelle mesure les ménages les moins dotés en revenus peuvent-ils assurer l'éducation et/ou les services de santé à leurs familles ? Les limites dans l'investissement, dans l'éducation et la santé des enfants se répercutent sur l'emploi, les revenus et le bien-être à l'âge adulte. La mobilité sociale restant limitée, plusieurs manifestations d'inégalités paraissent interdépendantes.

Les menaces à la cohésion sociale sont au cœur des préoccupations des Etats de par le monde, car au centre de tout ce qui a trait au lien social et du vivre ensemble dans les sociétés modernes. Elle est aujourd'hui moins solide que par le passé en raison de l'impasse où se trouvent nombre de modèles économiques et sociaux mondiaux du fait de l'émergence de nouvelles générations de pauvreté, de chômage et exclusion et d'exclus. La situation s'explique aussi par l'aggravation du mode de financement de l'action sociale et de la solidarité : couverture médicale, retraite, compensation des prix des produits de base, indemnisation du chômage...

La quête de plus de cohésion sociale au Maroc doit relever de nombreux défis : celui de l'école, suspectée de ne pas incarner un lieu de production de savoir être, de formation à la citoyenneté, ciments du lien social et du vivre ensemble ; celui de la santé ; une protection sociale non généralisée ; la question de l'emploi avec la persistance, voire l'aggravation du chômage, notamment des jeunes, l'exacerbation des inégalités sociales et régionales ; l'absence d'un revenu minimum garanti pour les couches défavorisées, en attendant une réforme fiscale ; la prolifération continue et l'extension de l'informel, développement de l'économie du crime et de nouvelles générations de violences et enfin ; une gouvernance inappropriée de la politique publique en matière d'action sociale et de solidarité, etc.

De grandes interrogations interpellent donc l'analyse :

Sur le plan économique et social, quels sont les traits du changement social au Maroc ? Comment construire une société plus inclusive avec une dynamique de renforcement de la cohésion sociale ? Quels sont les caractères structurels de la société les plus pertinents qui favorisent ou contrarient de telles orientations ?

Sur le plan institutionnel, quelles sont les spécificités du changement politique au Maroc en termes de processus et de résultats ? Quelles conditions pour que le processus constitutionnel et parlementaire joue un rôle dans la construction d'une société plus inclusive ? Comment le cadre institutionnel (parlement, conseils et autres institutions...) a-t-il joué un rôle dans la prévention de la dégénérescence des changements politiques ? Quels sont les rôles et capacités des institutions représentatives pertinentes dans des

processus de gouvernance ouverts et soumis à la reddition des comptes ? Quel est le rôle des organisations internationales ?

L'ouvrage collectif se propose d'approfondir certaines de ces interrogations et d'y apporter quelques éclairages nécessaires.

Abdallah Saaf

Senior Fellow

OCP Policy Center - Rabat